



UNION

GÉNÉRALE DES

ÉTUDIANTS DE

NICE

inform

EDITO

Salut,

1450 pétitions signées à Nice pour exiger des crédits d'urgence pour nos facs (et 35000 dans toute la France) ce sont 1450 étudiants qui ont déclaré leur ras-le-bol de la sélection, des numerus clausus, du manque de matériel, de labos et de profs bien formés, ras-le-bol des droits d'inscription toujours plus exorbitants, du manque de chambres en Cités U, de ne pas avoir de bourses ou des bourses insuffisantes...

1450 étudiants qui disent " arrêtons le sacrifice, le gachis, la pénurie, notre formation à besoin de crédits ".

Il y a urgence en effet de dégager des moyens exceptionnels. Pour sauver notre formation, pour faire leur place à la fac aux bacheliers supplémentaires attendus l'année prochaine, il faut beaucoup beaucoup plus que les 16 milliards sur 4 ans proposés par le Gouvernement sous la pression des Étudiants. Il faut doubler le budget de l'enseignement supérieur, c'est-à-dire l'amener à 30 milliards de francs par an.

Qu'il soit possible dans notre pays de consacrer autant d'argent aux universités, cela ne fait aucun doute. Les députés ont bien su trouver en 1987 la somme de 500 milliards (échelonnés sur 5 ans) pour le surarmement, pour les oeuvres de mort. C'est bien d'un Collectif Budgétaire pour l'enseignement supérieur dont nous avons besoin.

Il y a un mois, l'UNEF a tenu son 74ème Congrès et décidé de mieux se consacrer à l'union des étudiants pour élever le niveau de la riposte.

Ces dizaines de milliers de pétitions signées ont prouvé que c'était possible et cela dans à l'approche de la difficile période des examens. Ainsi 40 étudiants ont rejoint l'UGEN - UNEF pour riposter, être plus forts et gagner !

Tous ensemble, nous allons continuer, nous organiser face à chaque injustice et pour gagner des crédits d'urgence.

Pierre CHAILLAN
Président de l'UGEN-UNEF

P.S : Si tu n'as pas encore repris ta carte pour l'année 90-91 contacte nous au local ou adresse toi à un copain de l'UGEN

74 ème Congrès de l'UNEF
TOULOUSE - 28 avril / 1er mai

En ouvrant notre congrès, nous voulions avoir un débat franc, ouvert et sans concessions ; pour faire avancer l'UNEF, en faire un véritable outil, un outil de masse utile à la défense des intérêts des étudiants.

Nous y avons discuté librement, échangé nos opinions et partagé notre révolte devant les atteintes que nous subissons chaque jour dans notre fac. Nous avons conclu qu'il y a urgence à ce que les luttes grandissent dans l'université.

En toile de fond de notre congrès : les injustices, les quotas, les prêts d'études, une volonté acharnée et méthodique de transformer en profondeur l'Université pour aggraver l'échec du plus grand nombre, l'exclusion. Quand Jospin et le gouvernement décident de dizaines de mesures, procèdent par décrets successifs et en arrivent à utiliser des circulaires secrètes ; ils veulent aller encore plus loin et soumettre l'Université à la loi du fric... Notre Congrès l'a décelé : cette attaque est frontale et à une cohérence.

Alors nous avons décidé de ne plus laisser passer aucune de ces remises en cause, de répondre présent sur tous les terrains où ont lieu des injustices.

Nous y avons décidé de gagner ; par la lutte ; un Collectif Budgétaire, des crédits d'urgence pour moderniser la formation de chacun et d'appeler les étudiants à préparer une grande journée nationale d'action le 16 mai, pour obtenir enfin les crédits d'urgence dont nous avons besoin.

Nous avons décidé d'accueillir dans la lutte les dizaines de milliers de nouveaux bacheliers pour mettre en échec le véritable "interdit d'étudier" auquel ils se heurteront dès cet été. Mais aussi d'arracher Jean-Philippe Casabonne de sa prison espagnole, d'amplifier la solidarité avec les étudiants du Nicaragua qui se battent pour défendre leurs acquis, la solidarité avec tous les étudiants qui luttent pour la Liberté partout dans le monde, de Tien An Men aux territoires occupés de Palestine.

Pour mener tous ces combats, il nous fallait une Orientation : unir les étudiants tels qu'ils sont, là où ils sont. Sans autre préalable que celui de défendre ensemble nos intérêts.

Notre détermination est grande car c'est dans l'action que l'on rassemble. Lorsque l'amphithéâtre est bondé, le rassemblement c'est agir sans attendre pour qu'une solution immédiate soit imposée.

Etre plus prompt à réagir quand des coups sont portés, c'est déterminant pour faire grandir des luttes. Pour dresser un front de résistance efficace, il est urgent de déployer toute notre organisation, c'est à dire **chacun de nos adhérents.**

Ce sont eux qui proposent l'action à leur manière, en intervenant dans les cours, en faisant signer des pétitions... Que tous nos adhérents trouvent leur place dans les luttes est décisif pour construire le rapport de forces.

Tel est le rôle d'une Association UNEF. De ce point de vue, nous avons notablement progressé en développant des pratiques de masse plus accessibles, afin de rendre naturel le fait d'être à l'UNEF, d'y décider des moyens d'action, de s'ouvrir à plus de monde. Nous avons beaucoup débattu de cette question : le rôle et les pratiques de notre Syndicat.

Il y a un enjeu dans le développement en grand de ces pratiques de masse et à remettre l'UNEF entre les mains des étudiants. Elle est là l'exigence du syndicalisme revendicatif, offensif et ouvert !

Voilà pourquoi nous avons débattu de tout cela, des blocages, des freins, des insuffisances que nous avons décidé de lever. Avant tout parce qu'il y a urgence à empêcher les mauvais coups, à avoir beaucoup plus de détermination.

Le 74ème Congrès de l'UNEF a réaffirmé notre position : puisqu'on n'est pas d'accord pour l'Université qu'ils nous préparent, dès demain, dans nos facs, tous unis pour gagner !

Pierre CHAILLAN

LIBERTE POUR J.P. CASABONNE

1081e jour de prison



20 JUIN : JOURNEE NATIONALE

8 HEURES POUR

JEAN-PHILIPPE CASABONNE

RASSEMBLEMENT POUR EXIGER
LA LIBERATION DE JEAN-PHILIPPE
MERCREDI 20 JUIN - 18H. GARE SNCF

INITIATIVES POUR POPULARISER LE CAS
CASABONNE.

LE COLLECTIF CASABONNE A.M

" LIRE ET AGIR "

" Palestine, ô mon pays, ma vie ma patrie ". Ces quelques mots courts pouvaient se lire sur les visages présents lors d'une représentation théâtrale organisée par le Comité Palestine vaincra et l'UGEN - UNEF. C'était le 16 février dernier, la Solidarité avec le Peuple Palestinien prenait toute sa force et se métamorphosait en combat quotidien dans les têtes.

Pour nous qui sommes étudiants, la Palestine c'est d'abord la fermeture des écoles mais aussi de tous les établissements d'enseignement, ordonnée par les autorités israéliennes peu après le déclenchement de l'intifada en décembre 1987.

Pour nous, c'est plus d'un million et demi d'étudiants qui ne peuvent étudier dans les conditions normales d'une scolarisation qui demeure un droit fondamental. Les 1600 établissements de niveau inférieur ; y compris les écoles maternelles, primaires et secondaires ; sont fermés depuis février 1988. Ouverts sporadiquement, fermés aussitôt, une réalité journalière plus que présente dans chaque bouche, dans chaque regard, dans chaque main.

Le Gouvernement Israélien a usé d'une méthode qui traverse siècles et millénaires. La population est réprimée moralement après l'avoir été physiquement.

En janvier 89, le gouvernement israélien a rendu public un décret général, ordonnant la fermeture de toutes les écoles dans les "Territoires Occupés" jusqu'à nouvel ordre. Les autorités israéliennes cherchent à justifier les fermetures en les qualifiant de mesures de sécurité nécessaires car les écoles et les Universités palestiniennes sont des "centres propices à l'agitation et au désordre".

Que de mensonges ! honteux ! Instrument du pouvoir autoritaire, ces fermetures ne sont en réalité qu'une forme de punition collective destinée à intimider la société palestinienne dans son ensemble en niant aux jeunes leur droit le plus fondamental : l'éducation.

Conscientes de l'importance de l'éducation dans un paysage politique instable, les autorités israéliennes ont écrasé toutes les tentatives visant à dispenser une éducation alternative, tels les groupes d'études à la maison, où les questions "d'agitation et désordre" et de "raisons de sécurité" ne se présentent pas. Les Comités d'Education formés par les palestiniens pour dispenser une éducation alternative ont été, sur ordre militaire, interdits.

A l'occasion du 13ème festival de la jeunesse et des étudiants, qui s'est déroulé en juillet 89 à Pyong Yang en Corée du Nord, le G.U.P.S (Union Générale des Etudiants Palestiniens) avait lancé un appel à la solidarité, à l'aide et à l'espoir aux 26 pays présents afin que cesse ce massacre intellectuel et qu'enfin l'un des droits fondamentaux de l'homme soit enfin appliqué dans les écoles palestiniennes : le Droit à l'Education.

RADIO-COULOIR - RADIO-COULOIR - RADIO-COULOIR - RADIO-COULOIR

Depuis quelques temps, divers pontes de l'administration nous assurent que de nouvelles constructions sont prévues et qu'elles débiteront en 1991. Toujours selon ces pontes, ces constructions concerneraient surtout le campus Lettres, ce qui pourrait vouloir dire que les autres établissements auraient un caractère moins "prioritaire", ce qui reste encore à voir.

Quoi qu'il en soit, il est curieux de constater que le Conseil de l'UFR Lettres n'a jamais eu de documents appuyant ces informations, à toutes les questions, il est invariablement répondu que "les plans sont à Valrose car c'est l'Université qui prend en charge ces constructions". Avec quel argent, on se le demande, vu que la politique actuelle est de repeindre les locaux afin de "donner une meilleure image de l'Université" (sic).

Pour faire face aux invasions d'étudiants sur les Restau U de Sciences et de Lettres (les autres étant moins visibles, ils sont moins "prioritaires") et en attendant des extensions que l'on n'est pas très pressé de construire, il a été proposé de manière officieuse de mieux répartir les heures de cours dans la semaine (en particulier le lundi et le vendredi) pour utiliser de manière plus efficace les moyens existants (de manière provisoire bien sûr ! qui oserait en douter ?). On peut déjà imaginer la tête de certains enseignants lorsque les chefs de file de leurs syndicats vont essayer de les persuader de renoncer à leurs week-ends de quatre jours...

Lors de la dernière réunion du Conseil de l'UFR Lettres, nos élus ont eu la désagréable surprise de se voir refuser un changement de local (pourtant indispensable) réclamé depuis un certain temps sous prétexte "qu'il n'y a pas manière de traiter plus équitablement les différentes associations étudiantes ayant des élus au conseil". Nos élus furent les seuls à voter contre cette mesure qui du même coup avait pour effet pervers d'éjecter de leur local commun deux associations étudiantes à but culturel. L'élue de l'UNEF - ID s'est abstenue pour conserver son local et les élus Idées Nouvelles (sans doute pour permettre à leur sous-groupe ACL Ouvert d'obtenir le monopole de la Kulture sur nos campus en nous cassant les pieds du même coup) ont fait de même... rassurez vous chers téléspectateurs, il y aura bientôt un nouvel épisode plein de rebondissements dans notre série "les déboires de l'UGEN-UNEF", série proposée imposée et sponsorisée par l'Amicale des Persécuteurs d'Etudiants Réunis.

Les IATOSS ne travaillant officiellement que 35 heures par semaine, certains (vous voyez qui je veux dire) envisagent à ce qu'il parait de ne créer de nouveaux postes que si ce chiffre passe à 39 heures (toujours officielles bien sûr), histoire de gérer la crise, selon les bonnes vieilles habitudes... une affaire à suivre.

ALDO PAPALODA

Dans ce contexte politique, la douleur et l'indignation depuis le 20 mai 90 ont été portés à leur comble chez les Palestiniens : 16 morts le dimanche 20 et 4 autres le lundi. Les balles de la Haine et de la Répression ont brutalement allongé la liste des victimes. Avivant la colère comme le feu sur la blessure.

Les autorités israéliennes, par leur intransigeance, leur refus de tout dialogue véritable, portent une lourde responsabilité dans le lâche attentat commis contre les Travailleurs Palestiniens. En réponse aux protestations populaires, le gouvernement de Tel - Aviv témoigne de son obstination dans une dangereuse politique de force et dans sa volonté d'empêcher toute solution de paix juste et durable.

La version officielle parle de fou, de fanatique ! Or les manifestations de protestation déferlant sur les territoires occupés ont provoqué la mort de 8 Palestiniens de plus. L'ARMEE Israélienne serait-elle l'armée des fous ? Une fois de plus la mort s'est abattue sur des innocents, leur hymne à la liberté s'est recouvert d'une tache...

Voilà plus de 18 mois que des enfants, et des adolescents meurent sous les balles de l'OPPRESSEUR. Leurs cris au droit à l'autodétermination, à une patrie, à un Etat sillonne encore le ciel de Tel - Aviv. Les larmes de pierre coulent encore sur le mur des lamentations...

Il est urgent de mettre fin à la répression des palestiniens, de dialoguer aussi bien dans les rues que dans les collines, un peuple tout entier souffre...

..." Palestine, o mon pays, ma vie, ma patrie "...

Antoine ARENAS